



# Assemblée générale

Distr. générale  
23 février 2011  
Français  
Original : anglais

## Soixante-cinquième session

Points 139 et 143 de l'ordre du jour

### Rapport d'activité du Bureau des services de contrôle interne

Aspects administratifs et budgétaires du financement  
des opérations de maintien de la paix des Nations Unies

## Évaluation de l'exécution du programme de la Mission des Nations Unies au Soudan et des résultats obtenus

### Rapport du Bureau des services de contrôle interne

« Bien que l'objectif initial de l'Accord de paix global – faire de l'unité  
une option attrayante – n'ait pas été atteint, l'appui de la MINUS  
à l'application de l'Accord a permis de maintenir le cessez-le-feu »

#### *Résumé*

Le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a évalué l'exécution du programme de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) et des résultats obtenus. L'évaluation avait pour but de déterminer si les activités menées étaient conformes aux objectifs définis dans le mandat de la Mission et d'en mesurer l'efficacité, l'efficience et l'impact. L'objet du présent rapport est de donner au Secrétariat et aux États Membres des outils de réflexion sur les moyens d'accroître l'efficacité de la Mission.

Le BSCI a utilisé diverses méthodes qualitatives et quantitatives : entretiens approfondis avec les parties prenantes (par exemple, les représentants du Gouvernement soudanais, les dirigeants et le personnel de la Mission, l'équipe de pays des Nations Unies, des parties prenantes extérieures à l'Organisation et le personnel du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions); enquête auprès du personnel de la Mission; et analyse systématique de documents de l'Organisation.

L'appui de la MINUS à l'application de l'Accord de paix global a contribué à maintenir un cessez-le-feu de cinq ans entre le nord et le sud du Soudan. La plupart des organes gouvernementaux et des lois prévus dans l'Accord ainsi qu'un dispositif



de partage des richesses sont en place. Outre le maintien du cessez-le-feu, la Mission a obtenu des résultats notables dans des domaines tels que les élections et le déminage.

La Mission a progressé dans l'exécution de son mandat, mais son succès a été entravé par de graves difficultés. Pendant ses premières années, elle a dû se concentrer sur le Darfour plutôt que sur l'application de l'Accord de paix global. La Mission a connu des taux élevés de vacance à des postes essentiels : pendant plus d'un an, elle ne comptait pas de chef de mission, le Représentant spécial du Secrétaire général. En outre, la Mission ne peut s'acquitter de son mandat de contrôle et de vérification si elle ne jouit pas de la liberté de circulation, ce qui est encore le cas.

La coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies laissait à désirer. La Mission ne disposait pas d'un système de planification stratégique intégrée ni d'exécution intégrée des programmes. Créée en 2005, c'est seulement en 2008 qu'elle a élaboré son premier plan d'exécution intégrée. Les élections nationales ont montré que les organismes des Nations Unies n'ont pas œuvré à l'unisson au Soudan. Les composantes du Groupe intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration ont mené leurs activités de manière parallèle plutôt qu'intégrée. Toutefois, l'année écoulée a été marquée par une intégration plus poussée des activités, comme en témoignent la tenue de réunions élargies de l'équipe de pays des Nations Unies et la création de la Division intégrée de l'appui aux référendums et aux élections. Le plan d'action intégré de la MINUS et de l'équipe de pays des Nations Unies a été élaboré en juillet 2010 et les préparatifs des référendums ont débuté vers fin 2010.

La Mission a éprouvé des difficultés à protéger les civils, ce qui a porté atteinte à sa crédibilité et à sa légitimité. En 2008 et 2009, plusieurs incidents violents ont touché la population civile, et sa présence ne les a pas empêchés. En coopération avec le Bureau des affaires militaires du Département des opérations de maintien de la paix, la Mission s'est employée à remédier à ces problèmes. C'est ainsi qu'une étude de sa capacité militaire a été réalisée, suivie d'un réaménagement de la composante militaire. En outre, la Mission a élaboré un nouveau concept de sécurité pour la protection des civils et a mis au point une stratégie globale pour la protection des civils.

L'évaluation a débouché sur les neuf recommandations ci-après, qui visent à aider la Mission à améliorer l'exécution de son programme de manière à obtenir des résultats :

- Rendre plus efficace le partenariat entre la mission de maintien de la paix et l'équipe de pays des Nations Unies afin de garantir l'unité d'action du système des Nations Unies dans le pays;
- Assurer une collaboration plus étroite avec le Programme des Nations Unies pour le développement (PNUD) en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration;
- Recourir davantage aux bases de soutien logistique de Brindisi et d'Entebbe pour créer une nouvelle mission de maintien de la paix plutôt que de charger les missions existantes d'aider à son démarrage;

- Coopérer davantage avec l'Union africaine dans le domaine des campagnes publiques;
- Fournir plus d'informations et d'analyses sur la sécurité à l'équipe de pays des Nations Unies et aux organisations non gouvernementales;
- Communiquer des informations plus complètes sur les violations des droits de l'homme;
- Élaborer un plan d'intervention d'urgence pour la période postréférendaire;
- Élaborer des stratégies de retrait pour les missions de maintien de la paix;
- Mettre en œuvre la stratégie globale de protection des civils et y apporter des aménagements en conséquence.

Une version préliminaire du présent rapport a été communiquée au Département des opérations de maintien de la paix, au Département de l'appui aux missions et à la MINUS. Le texte en a été, le cas échéant, modifié pour tenir compte des observations des deux départements et de la MINUS, qui, dans certains cas, sont indiquées en italique. Le BSCI leur est reconnaissant du concours qu'ils lui ont apporté tout au long de cette évaluation.

## Table des matières

	<i>Page</i>
I. Introduction .....	5
II. Méthodes utilisées .....	5
III. Contexte .....	6
IV. Résultats de l'évaluation .....	7
A. Le manque de coopération et de coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies a été un frein au succès de la Mission .....	7
B. Si la Mission a apporté un important appui à l'application de l'Accord de paix global, elle n'a pas obtenu la totalité des résultats escomptés .....	12
C. Les résultats obtenus par la Mission en ce qui concerne l'aide au retour des personnes déplacées sont bons, mais demeurent mitigés pour ce qui est de l'appui à l'assistance humanitaire .....	16
D. L'aide fournie par la Mission dans le domaine de la lutte antimines a facilité l'assistance humanitaire, mais des millions de mètres carrés de terrain n'ont toujours pas été déminés .....	17
E. Les rapports de la Mission sur les violations des droits de l'homme pourraient être améliorés .....	18
F. La Mission s'est attachée à garantir la parité hommes-femmes .....	19
G. La Mission a dû faire face à des tensions croissantes avant les référendums, mais elle a pris des mesures pour mieux protéger le personnel et les installations des Nations Unies .....	20
H. Les difficultés à assurer la protection des civils ont entamé la crédibilité et la légitimité de la Mission; toutefois, celle-ci a pris des mesures pour améliorer les moyens dont elle dispose pour s'acquitter de cet aspect de son mandat. ....	20
V. Conclusions .....	22
VI. Recommandations .....	22
Annexe	
Mémorandum daté du 18 février 2011, adressé au Directeur par intérim de la Division de l'inspection et de l'évaluation du Bureau des services de contrôle interne .....	25

## I. Introduction

1. Conformément à son mandat, le Bureau des services de contrôle interne (BSCI) a procédé à l'évaluation de l'exécution du programme de la Mission des Nations Unies au Soudan (MINUS) et des résultats obtenus (voir résolution 48/218 B de l'Assemblée générale). L'évaluation avait pour but de déterminer si les activités menées étaient conformes aux objectifs définis dans le mandat de la Mission et d'en mesurer l'efficacité, l'efficience et l'impact. Elle porte principalement sur les progrès accomplis dans l'exécution du mandat de la Mission et dans la réalisation de ses objectifs opérationnels; la pertinence des mandats, des activités et des produits dans le contexte de la situation politique actuelle; l'efficacité avec laquelle les produits ont été exécutés; la validité des stratégies et des mécanismes de partenariat; et le recensement des bonnes pratiques et des enseignements qui pourraient être exploités par d'autres missions de maintien de la paix.

## II. Méthodes utilisées

2. Le BSCI a eu recours à diverses méthodes qualitatives et quantitatives et s'est appuyé sur les sources de données suivantes :

a) Une enquête menée auprès des fonctionnaires de la Mission recrutés sur le plan international ou national, des Volontaires des Nations Unies et des officiers supérieurs des contingents et de la Police des Nations Unies;

b) Des entretiens approfondis avec :

i) La direction, les chefs de section et le personnel de la Mission;

ii) Les représentants du Gouvernement d'unité nationale et du Gouvernement du Sud-Soudan;

iii) Le personnel au Siège du Département des opérations de maintien de la paix et du Département de l'appui aux missions;

iv) Le personnel des organismes, fonds et programmes des Nations Unies qui constituent l'équipe de pays des Nations Unies pour le Soudan;

v) Des parties prenantes extérieures;

c) L'analyse systématique de documents internes – rapports du Secrétaire général, rapports sur la présentation et l'exécution des budgets et rapports de missions d'évaluation technique.

3. Des chercheurs et experts de réputation internationale spécialisés dans l'étude de la paix et des conflits, auxquels il a communiqué le projet de rapport, ont fait part de leurs réactions et commentaires au BSCI.

4. Une version préliminaire du présent rapport a été communiquée au Département des opérations de maintien de la paix, au Département de l'appui aux missions et à la MINUS. Le texte en a été, le cas échéant, modifié pour tenir compte des observations des deux Départements et de la MINUS, qui, dans certains cas, sont indiquées en italique (pour les observations complètes, voir l'annexe). Le BSCI est reconnaissant du concours que lui ont apporté les deux Départements ainsi que la direction et le personnel de la MINUS tout au long de l'évaluation.

### III. Contexte

5. Le conflit entre le nord et le sud du Soudan est le plus ancien d'Afrique. Entre 1955 et 1972, une rébellion a dégénéré en guerre civile entre le nord et le sud du pays. Les parties ont négocié cinq protocoles qui, avec le Protocole de Machakos, constitue l'Accord de paix global. Ces protocoles énoncent les accords sur les mécanismes de sécurité, le partage des richesses, le partage du pouvoir et le règlement des conflits dans le Kordofan méridional/monts Nouba, dans la région du Nil bleu et à Abyei. En janvier 2005, le Parti du congrès national et l'Armée populaire de libération du Soudan (APLS) ont signé l'Accord de paix global, ouvrant ainsi la période intérimaire qui doit prendre fin en juillet 2011.

6. L'Accord de paix global contient des dispositions dont tout le Soudan devait bénéficier. Toutefois, il n'englobe pas et ne résout pas les conflits entre les milices dans le sud, dans la région du Darfour à l'ouest ni dans l'est du pays.

7. En appui à l'application de l'Accord de paix global, le Conseil de sécurité a créé la MINUS en 2005 et décidé de lui assigner le mandat suivant (voir par. 4 de la résolution 1590 (2005) du Conseil) :

- a) Apporter un soutien à l'application de l'Accord de paix global;
- b) Faciliter et coordonner le retour volontaire des réfugiés et des personnes déplacées, ainsi que l'assistance humanitaire, notamment en aidant à créer les conditions nécessaires sur le plan de la sécurité;
- c) Aider les parties à l'Accord de paix global, en coopération avec d'autres partenaires internationaux, dans le domaine de la lutte antiminines;
- d) Contribuer à l'action menée à l'échelon international pour défendre et promouvoir les droits de l'homme au Soudan, et coordonner l'action internationale visant la protection des civils, en s'intéressant en particulier au sort des groupes vulnérables, y compris les personnes déplacées, les réfugiés de retour et les femmes et les enfants, dans la limite de ses moyens et en étroite coopération avec les autres organismes des Nations Unies, les organisations apparentées et les organisations non gouvernementales.

8. Agissant en vertu du Chapitre VII de la Charte des Nations Unies, le Conseil de sécurité a décidé que « la MINUS est autorisée à intervenir dans les secteurs où ses forces seront déployées et dans la mesure où elle jugera que ses moyens le lui permettent pour protéger le personnel, les locaux, installations et matériels des Nations Unies, assurer la sécurité et la libre circulation du personnel des Nations Unies, des agents humanitaires, du personnel du mécanisme commun d'évaluation et de la commission du bilan et de l'évaluation, et, sans préjudice de la responsabilité du Gouvernement soudanais, protéger les civils sous menace imminente de violence physique » (ibid., par.16).

9. Pour s'acquitter de son mandat, la MINUS a été dotée d'un effectif de 10 000 militaires et de 715 membres de la police civile. Le budget total alloué à la Mission depuis sa création s'élève à environ 6 milliards de dollars.

10. Le mandat de la Mission en appui à l'application de l'Accord de paix global comporte les tâches suivantes [ibid., par. 4 a)] :

- a) Surveiller et vérifier l'application de l'Accord de cessez-le-feu;

- b) Se tenir en rapport avec les donateurs bilatéraux à propos de la formation d'unités mixtes intégrées;
- c) Observer et surveiller les mouvements et le redéploiement de groupes armés;
- d) Aider à mettre en place le programme de désarmement, de démobilisation et de réinsertion;
- e) Aider les parties à faire comprendre le processus de paix;
- f) Aider les parties à répondre à la nécessité d'associer toutes les parties, y compris les femmes, au processus national de réconciliation ou de consolidation de la paix;
- g) Aider à restructurer la police;
- h) Aider à promouvoir l'état de droit;
- i) Se doter, en matière de droits de l'homme, de moyens suffisants;
- j) Offrir des conseils sur la manière de préparer et de tenir les élections et référendums prévus.

11. Conscient du conflit en cours au Darfour, le Conseil de sécurité a, au paragraphe 2 de sa résolution 1590 (2005), prié la MINUS « de se tenir en rapport étroit et permanent et de coordonner son action à tous les niveaux avec la Mission de l'Union africaine au Soudan (MUAS) ». Un autre paragraphe porte sur l'action que doit mener la MINUS par rapport au conflit au Darfour.

12. L'exécution du programme de la Mission dans tous les domaines susmentionnés a été évaluée.

## **IV. Résultats de l'évaluation**

### **A. Le manque de coopération et de coordination avec l'équipe de pays des Nations Unies a été un frein au succès de la Mission**

13. La coopération entre la MINUS et l'équipe de pays des Nations Unies laissait à désirer, bien que le Secrétaire général ait demandé la mise en place d'un partenariat stratégique efficace, assorti de mécanismes de coopération complémentaires sous différentes formes sur le plan structurel. Ainsi, des désaccords survenus au sujet de la direction des activités du programme intégré au sein de la Division intégrée de l'appui aux référendums et aux élections et du Groupe intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration ont empêché la mise en place d'un partenariat stratégique synergique.

14. La direction de la Mission a récemment pris des mesures positives pour renforcer l'intégration. C'est ainsi par exemple que des réunions élargies de l'équipe de pays des Nations Unies, qui comprend les responsables des organismes et les chefs de section de la MINUS, ont débuté en mars 2010. Cependant, ces réunions ont porté essentiellement sur l'échange d'informations et non sur des débats de fond.

15. Les problèmes structurels ont compliqué davantage la coordination et l'intégration entre la MINUS et l'équipe de pays des Nations Unies, qui ont des domaines de compétence différents. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, en sa qualité de Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire et chef de l'équipe de pays des Nations Unies, est responsable de l'ensemble du Soudan, alors qu'en sa qualité de chef de mission adjoint, son domaine de compétence se limite au mandat spécifique de la MINUS. Ainsi, l'équipe de pays travaille dans des domaines où la MINUS est absente. En outre, l'équipe de pays doit coopérer aussi bien avec la MINUS qu'avec l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), ce qui complique la coopération et la coordination.

16. *La MINUS a fait observer que le BSCI aurait dû examiner plus minutieusement les problèmes structurels qui engendrent régulièrement des tensions dans les unités intégrées et faire des recommandations utiles pour les missions futures.*

**La planification stratégique intégrée laissait à désirer pendant les premières années de déploiement de la Mission, le Bureau de la planification stratégique n'étant pas suffisamment mis à contribution et la cohérence entre la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies faisant défaut**

17. Pendant ses trois premières années, la MINUS ne disposait pas d'un plan stratégique intégré bien que le Département des opérations de maintien de la paix lui ait demandé dès novembre 2005 d'en élaborer un. À l'issue d'une évaluation effectuée en décembre 2006, il a été recommandé que la Mission se dote d'un plan d'exécution et, vers cette période, une cellule de planification stratégique de la Mission a été approuvée et dotée de personnel. Le fait qu'auparavant la Mission ne disposait pas de moyens de planification stratégique a sérieusement entravé sa capacité d'assurer la cohérence avec l'équipe de pays des Nations Unies étant donné qu'aucun plan stratégique commun n'avait été établi. Faute d'un tel plan, toute coopération était difficile.

18. En mai 2007, la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies ont mis en place un cadre stratégique et, en 2008, elles ont élaboré un plan intégré d'exécution du mandat pour la période 2008-2012. Bien que la Mission ait associé l'équipe de pays des Nations Unies à l'élaboration du plan, la participation de cette dernière était limitée. Pour élaborer le plan, la Mission a tenu compte du Plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement pour le Soudan.

19. Le plan présente quelques insuffisances, notamment l'omission de la phase post-référendaire et l'absence d'une stratégie de retrait. Pour les référendums, un nouveau plan a été élaboré (voir ci-dessous). C'est essentiellement dans le cadre du processus annuel de budgétisation axée sur les résultats que le Bureau de la planification stratégique a assuré la planification opérationnelle. Le Bureau a participé à l'élaboration et à l'examen des plans de travail et des rapports d'activités trimestriels des services organiques, ce qui ne lui a guère laissé de temps à consacrer à la planification stratégique.



**La Mission s'est totalement consacrée à l'assistance aux élections et aux récents référendums; elle aurait pu mieux coordonner les activités dans ce domaine avec le Programme des Nations Unies pour le développement**

20. À l'issue des élections de 2010, la Mission a procédé à un examen du rôle qu'elle avait joué pendant ces élections en vue d'en tirer des enseignements, et est arrivée aux conclusions suivantes :

a) Au lieu de présenter des plans et des instruments à la Commission électorale nationale, la Mission aurait dû adopter une démarche faisant une plus large place à la collaboration et mettant l'accent sur le renforcement des capacités;

b) Une approche plus intégrée des Nations Unies est nécessaire. Lors des élections, la Mission et le PNUD n'avaient pas parlé d'une seule voix (par exemple, ils ont donné des réponses différentes à des questions identiques et fait double emploi), ce qui a eu une incidence négative sur l'efficacité, l'efficience et la réputation du système des Nations Unies.

21. *En ce qui concerne la démarche faisant une large place à la collaboration, la MINUS a fait observer que l'objectif principal était d'aider la Commission électorale nationale à mener le processus à terme de manière crédible. Une démarche axée sur le renforcement des capacités aurait sacrifié cet objectif essentiel au profit d'une action à plus long terme de formation globale.*

22. D'autres recommandations ont été formulées dans le rapport sur les enseignements tirés, lesquelles ont été largement mises en œuvre et visaient à faire en sorte que le processus référendaire bénéficie davantage de l'assistance internationale. Sur la base de ces enseignements et pour mieux intégrer l'action à mener pour les prochains référendums, la Division intégrée de l'appui aux référendums et aux élections, comprenant du personnel de la MINUS et du PNUD, a été créée. Si la structure de la Division est conçue pour accroître l'efficacité et l'efficacité de l'appui des Nations Unies aux référendums, le mémorandum d'accord n'a été conclu que le 11 novembre 2010, soit seulement deux mois avant la date prévue des référendums. Le retard accusé tenait à des divergences entre la MINUS et le PNUD concernant la direction de la Division.

23. La MINUS a fourni un appui technique, logistique et consultatif en matière de sécurité pour les récents référendums et a atteint l'objectif qu'elle s'est fixé d'être présente dans tous les 79 comtés du Sud-Soudan au moment du référendum. La Division intégrée de l'appui aux référendums et aux élections a établi des plans opérationnels, des manuels pour l'inscription des électeurs, des plans de formation et des stratégies de sensibilisation des électeurs et d'information et a distribué tous les documents nécessaires à l'inscription sur les listes électorales. En outre, la MINUS a mis en place de nouvelles bases d'appui aux référendums au niveau des comtés.

24. La Mission s'est aussi préparée pour le référendum d'Abyei. Toutefois, la Commission du référendum de la région d'Abyei n'avait pas été mise en place. Pendant le dernier trimestre de 2010, des efforts ont été faits en vain pour mettre fin à l'impasse concernant le référendum d'Abyei.

25. Dans le plan d'action intégré de la MINUS et de l'équipe de pays des Nations Unies, établi en juillet 2010, toutes les activités de la Mission étaient axées sur les

référendums et la période postréférendaire. Du fait du temps limité pour préparer les référendums, la MINUS et l'équipe de pays des Nations Unies sont convenues que le plan d'action intégré remplacerait le cadre stratégique intégré qu'exigeait la préparation des missions intégrées. Or, le Plan intégré de la mission et le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement n'avaient pas été pris en compte lors de l'élaboration du plan d'action intégré. Celui-ci portait plutôt sur l'exécution du mandat de la Mission et sur l'action que l'équipe de pays des Nations Unies pouvait mener en appui à la préparation des référendums.

26. Le BSCI a appris, pendant les entretiens, que l'équipe de pays des Nations Unies n'avait pas pu influer sur l'élaboration du plan, ce qui à terme n'avait pas favorisé une approche intégrée. Néanmoins, le plan a permis une plus grande interaction entre la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies. Par exemple, une équipe de coordination du plan intégré, regroupant des représentants de la MINUS et de l'équipe de pays des Nations Unies, a été mise en place pour assurer la mise en œuvre du plan. Cinq groupes de travail, chargés chacun de l'un des cinq objectifs stratégiques du plan, ont été également mis en place. Aussi bien la MINUS que l'équipe de pays étaient représentées à chacun de ces groupes et collaboraient étroitement. Les groupes de travail étaient chargés des thèmes suivants :

- a) Organisation des référendums;
- b) Appui à l'organisation de consultations populaires dans les États du Kordofan méridional et du Nil Bleu;
- c) Accords sur les mécanismes de la période postréférendaire et application des dispositions de l'Accord de paix global;
- d) Stabilité générale de la zone de la Mission, gestion des conflits et protection des civils;
- e) Renforcement des capacités en matière de gouvernance, de sécurité et d'état de droit dans le Sud-Soudan.

27. Le nouveau chef de mission s'employait à mettre le plan en œuvre; toutefois, en 2010, le personnel de la Mission estimait que le référendum de janvier 2011 était le principal défi à relever. S'il est raisonnable à ce stade d'accorder la priorité aux référendums, la Mission n'avait pas montré le même degré de planification quant aux autres tâches prescrites.

28. En mars 2010, en prélude au référendum et à la période postréférendaire, le Bureau des affaires militaires du Département des opérations de maintien de la paix a entamé l'établissement d'un plan d'intervention d'urgence et passé en revue tous les scénarios possibles. Les groupes de travail sur le plan d'action intégré ont été chargés du plan d'intervention d'urgence pour les référendums et la phase postréférendaire. Toutefois, le plan définitif n'avait pas été présenté au BSCI avant le référendum.

29. Néanmoins, avec l'appui de la MINUS, le référendum a été organisé de manière transparente et généralement pacifique. Le matériel nécessaire a été distribué aux centres de vote dans les délais. Dans l'ensemble, les procédures de vote ont été suivies et, outre les incidents survenus à Abyei et quelques incidents mineurs, la situation en matière de sécurité est demeurée calme.

**Le programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration a été retardé et le Groupe intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration n'a pas travaillé de manière intégrée avec les autres organismes des Nations Unies présents dans le pays**

30. Pendant les deux premières années de déploiement de la Mission, les promesses irréalistes non tenues que l'ONU avait faites concernant le désarmement, la démobilisation et la réintégration ont engendré des tensions dans les relations avec les autorités locales. En 2007, le Conseil national de coordination du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration a approuvé le plan stratégique national pour le désarmement, la démobilisation et la réintégration, mais sa mise en œuvre a été retardée jusqu'à janvier 2009. Le BSCI a été informé que le manque de volonté politique et l'absence de capacités de planification au sein du Groupe intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration avaient contribué à ce retard.

31. Le plan d'appui au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration établi par la MINUS visait à démobiliser 50 000 anciens combattants en juillet 2010 au plus tard et 65 000 autres avant 2011. Cependant, en novembre 2010, seulement 31 320 avaient été démobilisés. En outre, l'absence de procédures appropriées pour déterminer si les candidats pouvaient bénéficier du plan avait entravé les activités. Entre fin 2009 et début 2010, le programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration a été suspendu en attendant de préciser la procédure de sélection des candidats. Pour remédier à la situation, la Mission a élaboré des procédures opérationnelles permanentes de sélection des candidats. À la reprise du programme, la démobilisation s'est accélérée, l'accent étant mis sur les groupes vulnérables (par exemple, les femmes, les personnes âgées, les handicapés et les enfants). Le BSCI a été informé que l'absence de listes appropriées des participants au programme a également contribué à réduire le nombre de personnes démobilisées.

32. La responsabilité opérationnelle de la démobilisation et de la réinsertion incombe à la MINUS tandis que la responsabilité de la réintégration revient au PNUD. Le passage des participants de la démobilisation à la réinsertion puis à la réintégration devrait se faire sans heurts. Toutefois, le processus de réintégration est une source de préoccupation croissante au sein de la Mission, parmi les donateurs et dans le Sud-Soudan. Plus particulièrement, le fait qu'il s'écoule près d'un an entre la démobilisation et la réintégration est une cause de grave préoccupation. Moins d'un tiers des 31 320 personnes démobilisées (environ 8 500, soit 27 %) ont été réintégrées. Les anciens combattants démobilisés n'ayant souvent pas de moyens d'existence ni de revenu pendant qu'ils attendent leur réintégration, le temps qui s'écoule constitue un risque en matière de sécurité. En outre, les arriérés accumulés dans l'opération de réintégration ont conduit à ralentir l'opération de démobilisation.

33. Étant donné que le Groupe intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration compte du personnel de la MINUS et du PNUD, leur manque de coopération menace le processus. Un accord administratif signé en janvier 2008 précise les responsabilités de chaque entité. Le Chef du Groupe (membre du personnel du Département des opérations de maintien de la paix) assume la responsabilité générale de la gestion et de l'exécution du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration tandis que le Chef adjoint

(membre du personnel du PNUD) est chargé d'assister activement le Chef. Toutefois, cet arrangement ne s'est pas révélé satisfaisant à cause des divergences en matière d'interprétation de l'accord en ce qui concerne la structure et le rattachement hiérarchique. La MINUS entend exercer la responsabilité générale alors que le PNUD est favorable à une gestion plus collégiale. Du fait de ces divergences, les fonctionnaires de la MINUS et du PNUD travaillent de manière parallèle plutôt qu'intégrée, ce qui a fini par entamer l'efficacité et l'efficience du Groupe. Pour améliorer le programme, un examen indépendant a été demandé à l'automne 2010.

**B. Si la Mission a apporté un important appui à l'application de l'Accord de paix global, elle n'a pas obtenu la totalité des résultats escomptés**

34. La MINUS a apporté un important appui à l'application de l'Accord de paix global, l'élément essentiel de son mandat. De manière générale, le cessez-le-feu a été maintenu. Toutefois, l'Accord a été de temps à autre violé, ce qui a engendré des incidents violents entre les deux parties. La Mission a contribué à limiter les violations du cessez-le-feu, en particulier en donnant aux parties la possibilité de se rencontrer pour discuter des incidents liés au cessez-le-feu.

35. De manière générale, les parties à l'Accord de paix global ont mis en place les organes, ministères et commissions du Gouvernement d'unité nationale et du Gouvernement du Sud-Soudan, conformément à l'Accord. Cependant, la mise en œuvre des services publics des États et collectivités locales et des ministères dans le Sud était à la traîne, ce qui a entravé leur aptitude à appliquer les dispositions de l'Accord. Pendant la période du mandat, le Gouvernement d'unité nationale, comprenant des représentants des deux parties, a été formé comme prévu et a fonctionné, sauf pendant la période allant du 11 octobre au 27 décembre 2007, lorsque le Mouvement populaire de libération du Soudan (MPLS) a suspendu sa participation parce que celui-ci n'avait pas appliqué des aspects essentiels de l'Accord. Les assemblées législatives du Gouvernement d'unité nationale et du Gouvernement du Sud-Soudan ont aussi adopté un certain nombre de lois mais le retard accusé dans l'adoption de lois essentielles n'a pas permis d'appliquer effectivement et en temps voulu d'autres dispositions de l'Accord. Le Comité de contrôle et d'évaluation de l'Accord de paix global a noté que le retard accusé dans ces domaines était un obstacle à l'application progressive de l'Accord au niveau national, dans le Sud et au niveau des États. Malgré les efforts de la Mission, l'objectif principal de l'Accord, à savoir faire de l'unité une option attrayante, n'a pas été atteint, comme en témoigne le résultat du référendum.

**L'appui de la MINUS à l'Accord de paix global a été entravé par le déploiement tardif des forces, les vacances à des postes essentiels et l'accent mis sur la crise au Darfour**

36. Plusieurs problèmes ont empêché la MINUS d'apporter son plein appui à l'application de l'Accord de paix global. Pendant les premières années de déploiement de la Mission, elle a consacré une grande partie de ses ressources à la crise au Darfour. Même après la création, en 2008, de l'Opération hybride Union africaine-Nations Unies au Darfour (MINUAD), la MINUS devait toujours apporter

un appui et contribuer à la gestion de la crise. Au début du déploiement de la MINUAD, la MINUS a fourni du matériel (d'une valeur de près de 30 millions de dollars) pour la phase de démarrage. En 2006, des membres du personnel essentiel de la MINUS ont indiqué qu'ils consacraient environ 80 % de leur temps aux questions liées au Darfour. Lors de la présente évaluation, plusieurs fonctionnaires de haut niveau de la MINUS ont confirmé que la Mission se préoccupait du Darfour.

37. Le déploiement tardif des forces autorisées et les longues périodes de vacance à des postes essentiels ont également entravé l'exécution du mandat. C'est seulement vers le milieu de 2007, soit deux ans après l'établissement de la Mission, que ses effectifs ont été entièrement déployés. Entre fin 2006 et fin 2007, le poste clef de chef de mission était vacant, ce qui a privé la Mission de son responsable politique. Les vacances de poste ont contribué à une absence d'orientation stratégique et à la perte de la mémoire institutionnelle, ce qui a compromis l'efficacité de la Mission. Toutefois, en 2010, le taux de vacance de postes est tombé à environ 6 %.

**Les activités de la Mission en matière de contrôle et de vérification de l'Accord de cessez-le-feu au titre de l'Accord de paix global ont contribué à réduire les conflits militaires, malgré les restrictions imposées à sa liberté de mouvement**

38. La Mission a recours à quatre différents mécanismes pour contrôler et vérifier l'application de l'Accord de cessez-le-feu entre les deux parties à l'Accord de paix global : a) les équipes militaires mixtes; b) les commissions militaires mixtes de zone; c) la Commission militaire mixte du cessez-le-feu; et d) la Commission politique du cessez-le-feu.

39. Les deux parties à l'Accord ont imposé des restrictions aux mouvements de la MINUS, entravant ainsi ses opérations de contrôle et de vérification. Elle s'est ainsi vu refuser l'accès notamment au secteur VI au nord d'Abyei, aux monts Nouba dans le Kordofan méridional, aux régions frontalières entre le Bahr el Ghazal occidental et le Darfour-Sud ainsi qu'à des régions de l'État du Haut Nil, de l'État de Warrab et de l'État du Nil Bleu. Ces restrictions, qui ont empêché la Mission de s'acquitter convenablement de ses tâches de contrôle et de vérification, n'ont pas permis de renforcer la confiance entre les deux parties.

40. Étant donné que la MINUS et les deux parties étaient représentées au niveau des quatre mécanismes mentionnés au paragraphe 38 ci-dessus, elles avaient ainsi l'occasion d'examiner régulièrement les questions relatives au cessez-le-feu. Les deux parties considéraient généralement que la Mission contribuait utilement à l'application de l'Accord de paix global. Ainsi, grâce à ces mécanismes, la MINUS a contribué à réduire les conflits militaires.

41. L'Accord de paix global dispose que les Forces armées soudanaises et l'APLS doivent redéploier leurs éléments de leurs côtés respectifs de la frontière (Nord et Sud-Soudan). Les forces ont été généralement redéployées, bien que le calendrier de redéploiement fixé par l'Accord n'ait pas été respecté (par exemple, alors que les Forces armées soudanaises devaient être redéployées du Sud-Soudan en 2007 au plus tard, cela ne s'est produit qu'en 2009). Après contrôle et vérification, la MINUS a établi que l'APLS a redéployé 34,8 % de ses effectifs.

**La Mission a pu, dans une certaine mesure, aider les parties à faire comprendre le processus de paix et à répondre à la nécessité d'y associer toutes les parties, mais la coopération requise dans ce domaine avec l'Union africaine est limitée**

42. Il est demandé à la MINUS de mener, en coopération avec l'Union africaine, une campagne d'information pour aider les parties à faire comprendre le processus de paix et le rôle de la Mission. La MINUS publie une revue mensuelle dénommée *In Sudan* et diffuse des émissions sur *Radio Miraya*, qui touche le Sud-Soudan. Pendant les élections de 2010, elle a contribué à la tenue de journées d'information à l'intention des électeurs potentiels et a conduit divers colloques et ateliers pour faire comprendre le processus de paix. Toutefois, ces activités n'ont pas été menées en coopération avec l'Union africaine et la Mission n'a pu fournir au BSCI des données indiquant que les deux entités ont organisé des activités conjointes. Malgré les nombreuses activités d'appui à l'Accord de paix global que le Bureau de la communication et de l'information de la MINUS a menées, la Mission n'a pu prouver qu'elle a entrepris des activités conjointement avec l'Union africaine.

43. Il est également demandé à la MINUS d'aider les parties à répondre à la nécessité d'associer toutes les parties, y compris les femmes, au processus national de réconciliation ou de consolidation de la paix. À cet égard, la Division des affaires civiles de la Mission a contribué à la mise en place de mécanismes de règlement des conflits et d'atténuation de leurs effets aux niveaux régional et local et à celui des États. Entre 2008 et 2010, la MINUS a contribué à la tenue d'une série de tables rondes de partis politiques auxquelles ont participé l'administration publique, la société civile, les chefs traditionnels et les groupes de jeunes et de femmes. Selon l'enquête réalisée auprès du personnel de la MINUS, 58 % ont jugé positives les activités de la Mission dans ce domaine.

**L'assistance de la Mission a contribué à la tenue des élections de 2010 au Soudan**

44. L'Accord de paix global disposait que les élections devraient se tenir au plus tard à la fin de la troisième année de la période intérimaire, mais elles n'ont pu avoir lieu qu'en avril 2010. La MINUS a apporté un large appui technique et logistique au processus électoral. Elle a ainsi aidé la Commission électorale nationale à élaborer les principaux documents (dont les plans opérationnels pour l'inscription sur les listes électorales et le scrutin), à établir les documents pour la sensibilisation des électeurs, à fournir et distribuer le matériel électoral et à mettre en place des centres pour les opérations électorales au niveau des États.

**Bien que la Mission ait aidé à restructurer les services de police du Soudan en assurant la formation et le suivi des résultats, le succès dans ce domaine a été limité faute de ressources financières et de matériel**

45. La MINUS a pour mandat d'aider à restructurer les services de police; en juin 2007, elle a lancé son projet de formation qui a permis de dispenser 1 511 différents cours de formation policière dans le nord et le sud du pays. En octobre 2010, elle avait formé quelque 40 000 policiers soudanais (à l'exclusion des agents formés pour les élections et les référendums). Néanmoins, au cours des deux premières années de déploiement, le manque de ressources financières a entravé la poursuite

des réalisations dans ce domaine. Les efforts ont essentiellement porté sur le Sud et la restructuration du Service de police du Sud-Soudan, que la MINUS a notamment aidé à élaborer des documents essentiels comme le plan de sécurité stratégique pour le référendum et le module de formation à la sécurité pour le référendum. Pour qu'elle puisse jouer son rôle de conseil et d'encadrement, la police de la MINUS occupe les mêmes locaux que le Service de police du Sud-Soudan.

46. Pour mieux évaluer les progrès réalisés par le Service de police du Sud-Soudan, la police de la MINUS a mis au point un indice de pratique policière démocratique pour juger des résultats obtenus s'agissant de paramètres essentiels comme les droits de l'homme, l'égalité des sexes, la police de proximité et la formation de base. Grâce à cet indice, on a pu constater une amélioration notable des résultats obtenus par le Service entre 2007 et 2009. Les travaux ont toutefois été entravés par le manque de matériel que connaît le Service.

47. En 2010, la police de la MINUS s'est attachée à former la police soudanaise pour assurer la sécurité des élections et des référendums. Au total, 27 457 agents de police du nord et du sud du Soudan ont été formés en prélude aux élections. Malgré le grand nombre d'agents formés, le Service de police du Sud-Soudan demeure insuffisamment équipé et formé pour assumer la responsabilité d'assurer la sécurité du référendum. La Police des Nations Unies a dû par conséquent poursuivre la formation. En octobre 2010, 14 000 autres agents du Service de police du Sud-Soudan avaient été formés pour assurer la sécurité du référendum.

**La Mission a progressé dans le domaine de la réforme du secteur de la sécurité, bien que ses activités en matière d'état de droit aient été essentiellement limitées au suivi**

48. La MINUS est chargée d'aider les parties à l'Accord de paix global à promouvoir l'état de droit et à mettre en place et consolider un cadre juridique national. Il ressort des données examinées que jusqu'en 2007, les activités en matière d'état de droit étaient limitées au suivi des instruments et de la législation découlant de l'Accord de paix global et à la tenue d'ateliers. La Section des services consultatifs concernant l'état de droit, le système judiciaire et l'administration pénitentiaire s'est certes efforcée d'être plus active, mais ses activités demeurent à ce jour généralement limitées au suivi. Elle a toutefois présenté des analyses de certaines lois qui devaient être appliquées au titre de l'Accord de paix global.

49. La Mission a dispensé des conseils et une formation aux services pénitentiaires. Elle a par exemple donné des cours sur les principes de base de la gestion des prisons et les droits de l'homme et a contribué à l'élaboration d'une stratégie commune de réforme de l'administration pénitentiaire et d'un manuel des prisons. En octobre 2010, l'Association internationale des affaires correctionnelles et pénitentiaires a attribué conjointement à la composante administration pénitentiaire de la MINUS et à l'administration pénitentiaire du Sud-Soudan son prix de la formation des cadres et du personnel.

50. La MINUS a également contribué à la réforme du secteur de la sécurité. En 2007, le Gouvernement du Sud-Soudan a sollicité le concours de la Mission dans ce domaine. La Cellule de conseil et de coordination pour la justice et le secteur de la sécurité, créée en février 2010, s'est attachée à coordonner les activités et à fournir une orientation aux entités des Nations Unies dans le domaine de la sécurité et de la justice; elle a aidé à coordonner les activités de différents intervenants dans le

domaine de la réforme du secteur de la sécurité pendant les élections et le référendum. Pour le référendum, un comité de haute sécurité regroupant toutes les entités intervenant dans le secteur de la sécurité au Sud-Soudan a été mis en place, avec l'appui de la Cellule. La création de la Cellule a été une importante étape vers le renforcement de la coordination et de l'intégration avec l'équipe de pays, étant donné que le PNUD y prend part.

**L'appui de la Mission aux unités mixtes intégrées n'a pas été satisfaisant**

51. L'Accord de paix global a mis en place des unités mixtes intégrées, comprenant des éléments des Forces armées soudanaises et de l'APLS, pour favoriser l'intégration entre les parties armées. Toutefois, ces unités ne se sont pas encore révélées efficaces. La MINUS suit et appuie ces entités qui, dès le départ, se sont heurtées à des problèmes, notamment le manque de ressources financières, l'insuffisance de la formation et l'absence d'infrastructures de base.

52. Selon un rapport de la MINUS, la Mission elle-même a contribué à ces problèmes. Ainsi, au lieu d'aider à mobiliser l'appui des donateurs comme il lui était demandé, la Mission s'est efforcée d'appuyer directement les unités mixtes intégrées sans avoir les moyens nécessaires de le faire. La cellule d'appui aux unités mixtes intégrées ne compte pour tout effectif qu'un seul militaire.

53. L'idéal visé par l'Accord de paix global, à savoir que les unités mixtes intégrées constitueraient le noyau d'une nouvelle armée nationale soudanaise, ne s'est pas concrétisé, étant donné que ces unités ne sont ni mixtes ni intégrées; on peut au mieux les décrire comme des unités des Forces armées soudanaises et de l'APLS installées dans les mêmes locaux. À Malakal, des éléments des Forces armées soudanaises et de l'APLS constituant l'unité mixte intégrée se sont affrontés à deux reprises, ce qui a amené la MINUS à intervenir pour dissiper les tensions entre les deux parties.

**C. Les résultats obtenus par la Mission en ce qui concerne l'aide au retour des personnes déplacées sont bons, mais demeurent mitigés pour ce qui est de l'appui à l'assistance humanitaire**

54. La MINUS a notamment pour mandat de faciliter et de coordonner le retour des réfugiés et des déplacés. À la signature de l'Accord de paix global, on estimait à environ 4 millions le nombre de personnes déplacées concernées par ses clauses, et à plus de 500 000 le nombre de réfugiés. Pour aider les rapatriés, la MINUS a appuyé la coordination entre les différents acteurs, la planification et le suivi des rapatriés, le partage d'informations et les activités de sensibilisation.

55. En septembre 2010, environ 2,2 millions de déplacés et de réfugiés soudanais étaient rentrés chez eux sans l'aide de la MINUS, alors que les retours organisés et soutenus par la Mission atteignaient à peine 347 910. Étant donné que la plupart des retours étaient spontanés, les ressources allouées aux retours organisés et aidés semblaient disproportionnées, ce qui a incité la MINUS à fusionner deux de ses sections en novembre 2009, à savoir la section chargée du retour, de la réinsertion et du relèvement et le groupe chargé des activités humanitaires, du relèvement initial



et de la réinsertion, lequel relève du Bureau d'appui au coordonnateur régional. Cette fusion a permis d'axer les activités de la Mission sur le processus de réinsertion plutôt que sur les rapatriements.

56. La MINUS a également pour mandat de faciliter et de coordonner l'assistance humanitaire, notamment en aidant à instaurer les conditions de sécurité nécessaires. Les organisations non gouvernementales ont estimé que les informations fournies à cet égard pour la zone de responsabilité de la Mission étaient très insuffisantes. Elles étaient essentiellement préoccupées par l'absence d'informations en cas d'urgence et de préparation aux situations d'urgence, notamment pendant la période des derniers référendums. Au moment de l'évaluation, le Bureau d'appui au Coordonateur régional et le Bureau de la coordination des affaires humanitaires mettaient au point un plan d'intervention humanitaire d'urgence.

57. L'équipe de pays des Nations Unies avait un sentiment mitigé quant aux informations que la Mission lui avait fournies s'agissant de la sécurité. Les réunions de l'Équipe de coordination du dispositif de sécurité n'étaient pas perçues comme une source suffisante d'informations et d'analyses en matière de sécurité. Un représentant de l'équipe de pays des Nations Unies a également fait observer que les demandes d'escortes armées devraient être approuvées plus souvent. En conséquence, la Mission doit encore améliorer ses activités d'appui et de coordination de l'assistance humanitaire.

#### **D. L'aide fournie par la Mission dans le domaine de la lutte antimines a facilité l'assistance humanitaire, mais des millions de mètres carrés de terrain n'ont toujours pas été déminés**

58. La MINUS a aussi pour mandat de fournir une assistance aux opérations de déminage à des fins humanitaires, et c'est la première fois que le Conseil de sécurité a chargé une mission de maintien de la paix d'une telle fonction. Celle-ci est essentiellement exécutée par le Bureau de la lutte antimines des Nations Unies, dont les opérations sont assurées par du personnel de la MINUS. Le Bureau coordonne, facilite et supervise toutes les activités antimines au Soudan et coopère avec les autorités nationales, l'Organisation des Nations Unies et les organismes nationaux et internationaux. En septembre 2010, le Bureau de la lutte antimines a indiqué que l'Organisation des Nations Unies avait :

- a) Déminé 64 781 479 mètres carrés de terrain;
- b) Détruit 22 906 mines antipersonnel, 4 778 mines antiblindées et 890 642 engins non explosés;
- c) Déminé 43 880 kilomètres de routes;
- d) Sensibilisé 3,3 millions de personnes concernées aux dangers des mines.

59. Cela étant, en août 2010, les premières estimations réalisées à partir de l'enquête sur les incidences des mines terrestres ont permis de déterminer que plus de 70 millions de mètres carrés de terrain étaient toujours contaminés par des mines et/ou des restes explosifs de guerre, concernant environ 1,6 million de personnes dans tout le pays, soit plus de 7 000 risques détectés, dont environ 1 200 n'ont toujours pas été éliminés. Le Bureau de la lutte antimines a indiqué qu'au moins

1 443 personnes avaient été tuées et 2 916 blessées dans des accidents causés par des restes explosifs de guerre.

60. Les progrès dans la lutte antimines ont : facilité le déploiement de la MINUS; appuyé la fourniture de l'assistance humanitaire par l'équipe de pays des Nations Unies; contribué à la protection des civils; aidé au retour en toute sécurité des personnes déplacées; et permis la tenue des élections de 2010 et du référendum de janvier 2011 sans qu'il soit fait état d'incidents impliquant des mines.

## **E. Les rapports de la Mission sur les violations des droits de l'homme pourraient être améliorés**

61. La MINUS a pour mandat de se doter de moyens suffisants en matière de droits de l'homme et de contribuer aux efforts faits avec d'autres intervenants de divers pays pour protéger et promouvoir les droits de l'homme. À cet effet, les effectifs approuvés pour la Section des droits de l'homme s'élèvent à 112 personnes, dont 25 % de personnel d'appui. Les autres sections concernées par les activités relatives aux droits de l'homme sont la Section de l'état de droit (45 postes) et l'ancienne Section de la protection des civils, y compris la protection de l'enfant (51 personnes).

62. La Section des droits de l'homme s'est consacrée aux activités de suivi (à savoir, l'établissement de rapports sur les violations des droits de l'homme). Elle publie un *Bulletin des droits de l'homme* qu'elle communique au Gouvernement soudanais, au Gouvernement du Sud-Soudan, aux partenaires des Nations Unies et aux membres de la communauté diplomatique et internationale. Chaque mois, la MINUS établit également un rapport interne plus approfondi. En outre, la Section a entrepris des activités comprenant notamment le renforcement des capacités, la fourniture de services techniques et consultatifs, et la coordination. Les services de police du Sud-Soudan et les services pénitentiaires ont bénéficié d'une formation aux droits de l'homme et les législateurs, les procureurs et des acteurs de la société civile ont aussi reçu une formation.

63. Toutefois, la fonction droits de l'homme de la Mission est limitée. Tout d'abord, les informations fournies dans le *Bulletin* sont souvent incomplètes et des incidents graves ont été omis. Le BSCI a également été informé par le personnel de la MINUS que les responsables de la Mission n'autorisent pas la Section des droits de l'homme à publier les violations graves des droits de l'homme. Par exemple, le 19 août 2010, la MINUS a été informée que 24 femmes et 30 filles avaient été violées et 9 garçons assassinés dans les villages d'Abrouc et d'Oriny, sans que le *Bulletin* publie cette information<sup>1</sup>. Il n'a pas non plus été fait mention des cinq personnes tuées pendant les élections dans les télégrammes chiffrés envoyés à New York.

64. En outre, le *Bulletin* ne faisait pas mention d'une pétition remise à la MINUS et signée par environ 2 000 personnes, demandant le retrait des forces d'Abyei ainsi que la modification du mandat de la MINUS, pour l'autoriser à agir en vertu du Chapitre VII<sup>2</sup>. La pétition présumait que la MINUS n'avait pas l'autorité conférée

<sup>1</sup> *Bulletin de la MINUS sur les droits de l'homme*, 22 septembre 2010; Section des droits de l'homme, rapport interne mensuel, août 2010.

<sup>2</sup> *Bulletin de la MINUS sur les droits de l'homme*, 28 octobre 2010; Section des droits de l'homme, rapport interne mensuel, septembre 2010.

par le Chapitre VII, hypothèse qui était erronée mais compréhensible étant donné que la MINUS ne diffuse pas largement cette information.

65. La communication partielle de violations des droits de l'homme entrave potentiellement la lutte contre celles-ci. En outre, l'omission d'incidents dans le *Bulletin* peut porter préjudice à la réputation de la Mission dans le domaine des droits de l'homme, voire à celle de la Mission elle-même.

66. *La MINUS a fait remarquer que le Bulletin des droits de l'homme n'a pas pour vocation de signaler toutes les violations des droits de l'homme.* Le BSCI est d'avis que le *Bulletin* devrait être aussi complet que possible. En outre, même si sa distribution est limitée, il fait partie du domaine public. La Mission devrait savoir que, quelle que soit son intention, tout *Bulletin* peut devenir un document public.

## **F. La Mission s'est attachée à garantir la parité hommes-femmes**

67. Lors des entretiens, le personnel de la MINUS a estimé que des progrès avaient été accomplis en ce qui concerne la parité hommes-femmes dans le programme et les fonctions de la Mission, ce que plusieurs documents (par exemple des plans de travail et des rapports sur des ateliers) examinés par le BSCI viennent étayer. Par exemple, la Section de l'état de droit, du système judiciaire et du service consultatif de l'administration pénitentiaire a étudié la législation nationale et internationale concernant la participation politique des femmes afin de garantir que le cadre juridique national était efficace à cet égard. Chaque section de la MINUS est composée d'un coordonnateur pour les questions concernant la problématique hommes-femmes et le Bureau de la Conseillère spéciale pour la problématique hommes-femmes joue un rôle actif en sensibilisant le personnel de la Mission à l'importance de la parité hommes-femmes. Des membres du personnel du Groupe de l'égalité des sexes ont également collaboré avec certaines sections de la Mission afin de veiller à ce que tant la formation interne de la Mission que celle dispensée aux parties à l'Accord de paix global abordent les questions de parité. Par ailleurs, en mars 2008, la Mission a élaboré des directives sur la parité entre les sexes ainsi qu'une stratégie en faveur de l'égalité.

68. Exemples d'activités réalisées en vue de la mise en œuvre des résolutions 1325 (2000), 1820 (2008) et 1888 (2009) :

- a) Analyse de nouvelles lois et réglementations tenant compte des différences entre les sexes;
- b) Création d'unités de protection des personnes vulnérables dans tous les commissariats au Soudan;
- c) Mise en place de centres mobiles d'inscription des électeurs sur les listes électorales avant les élections pour faciliter l'inscription des femmes;
- d) Établissement de listes récapitulatives sur l'intégration d'une démarche non sexiste dans le processus de démobilisation. Au 1<sup>er</sup> septembre 2010, 6 258 femmes avaient été démobilisées (voir S/2010/528, par. 39).

69. En outre, une majorité de ceux qui ont répondu à l'enquête sur le personnel de la MINUS ont donné une appréciation positive aux activités favorisant l'égalité des sexes dans les domaines ci-après :

- a) Attention aux besoins particuliers des combattants femmes et enfants dans le secteur du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration (57 %);
- b) Opérations de la Mission (60 %);
- c) Processus de planification de la Mission (69 %);
- d) Décisions prises par les responsables de la Mission (70 %).

**G. La Mission a dû faire face à des tensions croissantes avant les référendums, mais elle a pris des mesures pour mieux protéger le personnel et les installations des Nations Unies**

70. Un élément important du mandat de la Mission concerne la protection du personnel, des installations, des locaux et matériels des Nations Unies et la sécurité et la libre circulation de son personnel. En 2006, l'équipe de pays des Nations Unies et les organisations non gouvernementales ont déploré l'insuffisance de la protection fournie par la MINUS. Pendant les flambées de violence en 2008 et en 2009, le personnel civil des Nations Unies et celui des ONG ont été évacués. La Mission était préoccupée par le regain de tension avant les référendums et les conséquences pour le personnel des Nations Unies, c'est pourquoi elle a mis à jour l'évaluation des risques pour la sécurité. La MINUS a informé le BSCI qu'aucun membre du personnel des Nations Unies n'avait perdu la vie lors des nombreux voyages entrepris dans le cadre de la Mission. Toutefois, certains membres du personnel des Nations Unies ont été victimes d'arrestations arbitraires. Entre le 1<sup>er</sup> janvier et le 15 juin 2010, 40 membres du personnel des Nations Unies ont été arrêtés ou détenus.

**H. Les difficultés à assurer la protection des civils ont entamé la crédibilité et la légitimité de la Mission; toutefois, celle-ci a pris des mesures pour améliorer les moyens dont elle dispose pour s'acquitter de cet aspect de son mandat**

71. Dans sa résolution 1590 (2005) le Conseil de sécurité a assigné pour mandat à la MINUS, agissant en vertu du Chapitre VII, de s'acquitter de la protection des civils exposés à une menace imminente de violences physiques, compte tenu des moyens dont elle dispose et sans préjudice des responsabilités du Gouvernement. Le Conseil de sécurité a en outre insisté sur la protection des civils au paragraphe 14 de sa résolution 1870 (2009) dans lequel elle a prié la MINUS d'utiliser pleinement son mandat et ses capacités pour assurer la sécurité de la population civile.

72. Dans une évaluation de 2006, le Département des opérations de maintien de la paix avait anticipé qu'en cas d'escalade des hostilités, la MINUS aurait du mal à contenir la violence, essentiellement en raison de l'insuffisance d'infrastructures au Soudan, de la superficie de la zone d'opérations et du nombre de groupes armés. En outre, il n'y a jamais eu de consensus sur la portée exacte de la notion de protection des civils au sein et en dehors de la Mission. En 2009, une ONG a recommandé que la MINUS adopte une démarche plus proactive en matière de protection des civils,

en déterminant avec plus de précision les circonstances qui doivent l'amener à fournir une telle protection, notamment en ce qui concerne la violence intertribale dans les zones à haut risque, et qu'elle ajuste en conséquence le déploiement, les ressources et les consignes opérationnelles. Malheureusement, en 2008 et en 2009, plusieurs incidents violents ont touché la population civile. En mai 2008, les Forces armées soudanaises et le Mouvement populaire de libération du Soudan se sont affrontés à Abyei, provoquant le déplacement de 50 000 personnes, l'évacuation des travailleurs humanitaires et la destruction de la ville d'Abyei. La présence de la MINUS à Abyei n'a pas empêché cet incident. De plus, en mai 2008 et en février 2009, des flambées de violence entre des éléments des Forces armées soudanaises et du Mouvement populaire de libération du Soudan à Malakal se sont soldées par la mort de 57 personnes.

73. Au cours d'entretiens avec les principales parties concernées, les ONG et le personnel de la MINUS, plusieurs personnes ont estimé que la Mission pouvait et aurait dû faire plus pour protéger les civils pendant ces incidents. Une ONG a indiqué que tant pendant le combat que lors de la période qui l'a précédé, la MINUS à Abyei avait été dans l'incapacité d'assumer deux aspects clefs de son mandat : assurer le suivi du Plan de paix global et protéger les civils. Étant donné qu'une mission de maintien de la paix a pour tâche d'assurer la sécurité de la population civile dans la mesure des moyens dont elle dispose, le fait de ne pas fournir une telle sécurité compromet la crédibilité et la légitimité de la Mission. Un ancien commandant des Forces de la Mission a déclaré en mai 2010 que la communauté internationale attendait de la composante militaire de la Mission qu'elle fasse plus pour la protection des civils.

74. La Mission et le Siège ont réagi à l'incident d'Abyei en reconfigurant les forces dans des zones de tension potentielles, suite aux recommandations formulées dans une étude des capacités militaires réalisée par le Département des opérations de maintien de la paix et le Département de l'appui aux missions. La reconfiguration a été achevée en mars 2010. Au moment de la présente évaluation, le Bureau des affaires militaires du Département des opérations de maintien de la paix examinait les règles d'engagement et de comportement en vue de les clarifier.

75. En outre, en août 2009, la MINUS a élaboré un concept de sécurité concernant la protection des civils qui couvrait la protection physique des civils et explicité les rôles et responsabilités des différentes parties de la Mission. Comme demandé par le Conseil de sécurité (voir résolution 1870 (2009), par. 15), une stratégie globale de protection des civils a été mise au point. Cependant, au moment de la présente évaluation, les rôles et responsabilités de la Mission dans deux nouveaux domaines de la prévention et d'un environnement protecteur devaient toujours être clarifiés.

76. Il est dans l'ensemble admis qu'en matière de maintien de la paix, la protection des civils n'est pas seulement une tâche militaire, et par conséquent une section de la protection des civils a été créée au sein de la Mission. Celle-ci a pour rôle essentiel de coordonner la réponse en matière de protection humanitaire; de surveiller et de signaler les violations en matière de protection; de sensibiliser; et de favoriser le rôle de protection d'autres acteurs. Cependant, en août 2010, la Section de la protection des civils a été démantelée et le personnel entièrement déployé sur le terrain. Le Chef de la Mission a expliqué que la protection des civils était la responsabilité de toute la Mission et non pas uniquement celle d'un seul groupe

situé à Khartoum. Il reste à savoir si cette nouvelle configuration permettra ou non de mieux protéger les civils.

## V. Conclusions

77. Même si l'objectif premier de l'Accord de paix global, à savoir renforcer l'intérêt pour l'unité, n'a pas été atteint, l'appui fourni par la MINUS à la mise en œuvre de l'Accord a contribué au respect du cessez-le-feu, en dépit de quelques violations. Alors que la MINUS a aidé à la mise en œuvre de l'Accord de paix global, l'appui à ce processus a été entravé. Étant donné que la Mission s'est surtout intéressée au Darfour lors des premières années de son déploiement, l'Accord de paix global n'a pas reçu l'attention nécessaire. À l'avenir, il est important de donner à toute mission de maintien de la paix la possibilité de s'employer essentiellement à s'acquitter de ses tâches fondamentales, si l'on ne veut pas compromettre son efficacité et son utilité.

78. La Mission a manqué de planification stratégique. L'absence de cellule de planification stratégique depuis sa mise en place a contribué à cette carence. La planification stratégique de la MINUS a également été compromise par le fait que, une fois en place, elle s'est essentiellement consacrée à la planification stratégique, ce qui a également eu un effet sur son efficacité et son utilité, étant donné que rien ne pouvait garantir que toutes ses composantes œuvraient dans le même sens. Même s'il ne s'agit pas d'un plan stratégique, le plan d'action intégré montre qu'un plan peut contribuer à amener une mission à collaborer dans un même but.

79. L'intégration entre la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies a été peu importante, en particulier dans les domaines du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration ainsi que des élections. Si l'Organisation des Nations Unies avait adopté l'initiative Unité d'action des Nations Unies, elle aurait probablement été plus efficace et plus efficiente. Les missions intégrées sont un élément important du maintien de la paix et toute mission de maintien de la paix et toute équipe de pays des Nations Unies devraient coopérer de manière cohérente et intégrée. Dans le cas contraire, l'image et la réputation de l'Organisation pourraient être ternies.

80. Les difficultés auxquelles s'est heurtée la Mission en ce qui concerne la protection des civils ont été tragiques et ont compromis sa crédibilité et sa légitimité. La crédibilité et la légitimité de l'Organisation des Nations Unies sont primordiales et une part essentielle de sa raison d'être. Il est important que le personnel à tous les niveaux de la hiérarchie sache qu'il a reçu pour mandat de protéger les civils.

## VI. Recommandations

81. Sur la base des résultats de l'évaluation, le BSCI formule les neuf recommandations ci-après :

### Recommandation 1

82. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait veiller à ce que les conditions préalables à la coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies soient réunies. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait en

outre accepter que l'équipe de pays des Nations Unies prenne la direction des activités de coopération, si nécessaire.

83. *La MINUS a fait savoir que des mesures avaient été prises pour améliorer la coopération.*

## **Recommandation 2**

84. La MINUS, avec l'aide de l'équipe dirigeante du Département des opérations de maintien de la paix, devrait collaborer plus étroitement avec le PNUD dans le domaine du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration afin de mieux partager les responsabilités et la direction du programme.

## **Recommandation 3**

85. La MINUS devrait envisager de renforcer ses activités afin d'achever la planification des mesures d'urgence en vue du prochain référendum d'Abyei.

## **Recommandation 4**

86. Le Département de l'appui aux missions devrait, à l'avenir, s'efforcer de tirer un meilleur parti des bases logistiques d'Entebbe (Ouganda) et de Brindisi (Italie), pour assurer les services nécessaires à la phase de démarrage d'une nouvelle mission. Ainsi, une mission en cours pourrait se consacrer à son mandat spécifique.

## **Recommandation 5**

87. La MINUS devrait, conformément à son mandat, envisager de resserrer ses liens de coopération avec l'Union africaine dans le domaine des campagnes d'information.

## **Recommandation 6**

88. Le Département des opérations de maintien de la paix devrait, à l'avenir, demander que les plans stratégiques des missions de maintien de la paix comportent une stratégie de sortie.

89. *La MINUS a indiqué qu'un processus important de planification post-MINUS était en cours et qu'il était déjà bien avancé.*

## **Recommandation 7**

90. La MINUS devrait modifier le thème principal des réunions de l'équipe de coordination du dispositif de sécurité pour garantir qu'elles répondent aux besoins de l'équipe de pays des Nations Unies et des ONG en termes d'information et d'analyse pour ce qui est de la situation sur le plan de la sécurité.

91. *La MINUS a fait observer que le recrutement d'un analyste à la classe P-3 pour le Groupe d'information sur la sécurité avait permis d'améliorer la qualité des informations fournies lors des réunions.*

## **Recommandation 8**

92. La MINUS devrait rendre compte des violations des droits de l'homme de manière plus détaillée.

**Recommandation 9**

93. La MINUS devrait mettre en place sa stratégie globale de protection des civils lors de la période postréférendaire et l'adapter en conséquence.

La Secrétaire générale adjointe  
aux services de contrôle interne  
(*Signé*) Carman L. **Lapointe**



## Annexe\*

### **Mémoire daté du 18 février 2011, adressé au Directeur par intérim de la Division de l'inspection et de l'évaluation du Bureau des services de contrôle interne**

### **Commentaires du Département des opérations de maintien de la paix, du Département de l'appui aux missions et de la Mission des Nations Unies au Soudan sur l'évaluation de l'exécution du programme de la Mission des Nations Unies au Soudan et des résultats obtenus**

1. J'ai l'honneur de me référer à votre mémoire daté du 8 février 2011 relatif à l'évaluation susmentionnée. Veuillez trouver ci-dessous les commentaires formulés par le Département des opérations de maintien de la paix, le Département de l'appui aux missions et la Mission des Nations Unies au Soudan au sujet des conclusions et recommandations figurant dans le rapport.

### **Conclusions de l'évaluation**

#### **Résumé (quatrième paragraphe)**

2. Il importe de noter que la vacance de postes clefs de direction nuit à l'efficacité d'une mission. Suite au départ prématuré du Représentant spécial du Secrétaire général fin 2006, il s'est passé presque un an avant qu'une personne soit désignée, en octobre 2007, pour le remplacer. Dans l'intervalle, le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général a assuré l'intérim en plus de ses propres fonctions. La MINUS a également connu des difficultés pour pourvoir d'autres postes clefs de direction : après le départ du Représentant spécial adjoint en avril 2008, il a fallu plus de 18 mois avant qu'un successeur soit désigné, début 2010. Un délai moins important – mais pas sans conséquences – de trois mois s'est également écoulé avant que soit nommé un successeur au Représentant spécial adjoint, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire, en juin 2007. Les conséquences de ces vacances de postes de direction sont difficilement quantifiables, mais le rapport du BSCI en donne un aperçu général.

3. Comme il est indiqué plus haut, le départ du Représentant spécial du Secrétaire général, fin 2006, n'était pas prévu. Trouver un remplaçant à ce poste à bref délai

---

\* Dans la présente annexe, le BSCI présente le texte intégral des commentaires formulés par le Département des opérations de maintien de la paix, le Département de l'appui aux missions et la MINUS sur l'évaluation de l'exécution du programme de la Mission des Nations Unies au Soudan et des résultats obtenus. Cette pratique a été instituée en application de la résolution 64/263 de l'Assemblée générale, sur la recommandation du Comité consultatif indépendant pour les questions d'audit. Dans l'ensemble, le Département des opérations de maintien de la paix, le Département de l'appui aux missions et la MINUS acceptent les recommandations du BSCI. Les commentaires qu'ils ont formulés au sujet du projet de rapport ont été incorporés, le cas échéant, dans le rapport final. Il en résulte que certains paragraphes du rapport ont dû être renumérotés. Pour la commodité du lecteur, les numéros de paragraphe dans le rapport final sont indiqués en italiques.

était très compliqué compte tenu de la difficulté de trouver des candidats qualifiés, disposés à exercer leurs fonctions dans un environnement difficile et parfois dangereux et qui soient acceptés par les parties au conflit. À mesure de l'évolution de la situation, le profil et les exigences du poste à pourvoir évoluaient aussi, compliquant encore la recherche d'un nouveau Représentant spécial. Le recrutement d'un nouveau Représentant spécial adjoint, après le départ du titulaire du poste en avril 2008, a posé le même genre de difficultés.

4. Ce type de complications dans la recherche de candidats susceptibles de pourvoir des postes à responsabilité touchant toutes les missions, la planification de la relève aux postes de direction a été renforcée au cours des quatre dernières années. Les besoins en personnel de direction sont réexaminés régulièrement afin que le processus de sélection soit planifié et géré en temps utile. En 2010, un dispositif de haut niveau a été mis en place au Siège dans le but d'assurer le bon fonctionnement des équipes de direction sur le terrain. Le dispositif permet aux chefs du Département des opérations de maintien de la paix, du Département des affaires politiques, du Département de l'appui aux missions, du Bureau de la coordination des affaires humanitaires et du PNUD de se réunir pour examiner les problèmes majeurs de direction. Au cours des 18 mois écoulés, on s'est également efforcé de combler les lacunes de la direction des missions. Pour cela, des fonctionnaires expérimentés de l'ensemble du système des Nations Unies ont été détachés de façon plus systématique, à bref délai et pour de courtes périodes. Nous considérons que détacher un appui supplémentaire auprès du Représentant spécial adjoint aurait peut-être permis d'éviter une partie des conséquences de l'absence d'équipe dirigeante en 2007.

**Le manque de coopération et de coordination  
entre la MINUS et l'équipe de pays  
des Nations Unies a été un frein au succès  
de la Mission (paragraphes 13 à 32)  
(paragraphes 13 à 33 du rapport final)**

5. Le projet de rapport fait état à maintes reprises de relations interpersonnelles tendues entre la Mission et l'équipe de pays des Nations Unies, mais n'en recherche pas les raisons structurelles et n'explique pas non plus pourquoi un modèle d'intégration (la Division intégrée de l'appui aux référendums et aux élections), a donné de bien meilleurs résultats qu'un autre (le Groupe intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration). Parmi les difficultés rencontrées, on relèvera l'incapacité à associer les contributions obligatoires et les contributions volontaires, le manque d'aptitude de la Mission à partager ses moyens avec les organismes partenaires des Nations Unies, et les différences de domaine de compétence entre la Mission et les organismes, l'un des partenaires assumant la responsabilité prescrite et l'autre le financement. Nous sommes d'avis que le BSCI aurait dû examiner plus minutieusement les problèmes structurels qui engendrent régulièrement des tensions dans les unités intégrées et faire des recommandations utiles pour les missions futures.

**Paragraphe 18 (paragraphe 19 du rapport final)**

6. La MINUS précise que l'on a intentionnellement omis de prévoir une phase postréférendaire dans le plan intégré d'exécution du mandat pour la période 2008-2012 afin de permettre aux parties concernées de poursuivre leurs discussions. Prévoir cette phase dans le plan aurait nui à ces pourparlers et limité la capacité du Représentant spécial du Secrétaire général d'examiner les différentes options possibles avec les partenaires. Compte tenu de ces explications, nous suggérons que le rapport ne présente pas l'absence de phase postréférendaire dans le plan intégré d'exécution du mandat comme une lacune.

**Paragraphe 19 (paragraphe 20 du rapport final)**

7. La MINUS ne partage pas la conclusion selon laquelle « au lieu de présenter des plans et des instruments à la Commission électorale nationale, elle aurait dû adopter une démarche faisant une plus large place à la collaboration et mettant l'accent sur le renforcement des capacités ». La période électorale était très courte et l'objectif principal était d'aider la Commission à mener le processus électoral à terme de manière crédible. Une démarche axée sur le renforcement des capacités aurait sacrifié cet objectif essentiel au profit d'une action à plus long terme de formation globale.

**Paragraphe 21 (paragraphe 22 du rapport final)**

8. Dans la dernière phrase du paragraphe 21, il conviendrait de remplacer le terme « indifférence » par le terme « différences ».

**Paragraphe 25 b) (paragraphe 26 b) du rapport final)**

9. Afin d'exposer les faits avec plus d'exactitude, nous suggérons que le paragraphe 25 b) soit reformulé pour se lire comme suit : « Appui à l'organisation de consultations populaires fructueuses dans les États du Kordofan méridional et du Nil bleu ». On notera que la MINUS n'a pas la charge de ces consultations, qui seront organisées par le Gouvernement.

**Paragraphe 26 (paragraphe 27 du rapport final)**

10. La MINUS n'estime pas avoir accordé moins d'attention à d'autres éléments de son mandat afin de se concentrer sur le référendum. L'appui à l'organisation du référendum a naturellement suscité beaucoup d'attention dans les médias, et figurait au premier plan des priorités de la haute direction. Cependant, ce travail a été mené efficacement par la Division intégrée de l'appui aux référendums et aux élections et la Division de l'appui à la mission et n'a pas détourné l'attention de la Mission des autres domaines relevant de son mandat ni ne l'a empêchée d'agir dans ces autres domaines.

**Le programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration a été retardé et le Groupe intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration n'a pas travaillé de manière intégrée avec les autres organismes des Nations Unies présents dans le pays (paragraphe 29 à 32) (paragraphe 30 à 33 du rapport final)**

11. S'agissant des conclusions relatives au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration, nous estimons que les observations formulées dans ces paragraphes gagneraient à s'appuyer sur une compréhension plus approfondie des questions de désarmement, de démobilisation et de réintégration et du contexte dans lequel le programme a été planifié et exécuté. Nous suggérons que le rapport soit modifié en conséquence.

**Paragraphe 29 (paragraphe 30 du rapport final)**

12. S'agissant du retard pris dans l'exécution du programme, s'il est possible, comme l'indiquent les conclusions, que les promesses non tenues aient engendré des tensions dans les relations avec les autorités locales et que le manque de capacité de planification du Groupe intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration ait contribué au retard, le rapport omet de mentionner la principale origine du retard, à savoir le manque initial de volonté politique des parties à l'Accord de paix global. Il est important de bien comprendre que le processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration est entre les mains du pays concerné et que son succès dépend en définitive de la volonté des acteurs nationaux. L'ONU ne peut pas imposer la conduite de ce processus; elle peut uniquement le faciliter et y apporter son appui. C'est particulièrement vrai dans le cas du Soudan, où l'Accord de paix global stipule clairement que c'est au Conseil national pour la coordination du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration ainsi qu'aux commissions de désarmement, de démobilisation et de réintégration du Nord et du Sud-Soudan qu'il revient de diriger et d'exécuter le programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration. L'ONU, de son côté, a reconnu que l'équipe de direction initialement chargée du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration ne disposait pas des compétences voulues. En conséquence, le Département des opérations de maintien de la paix et le PNUD ont chacun remplacé leurs responsables de programme en 2007 après avoir chargé, pendant trois mois, une équipe d'intervention de mettre en œuvre des mesures correctives. En réalité, c'est la nouvelle équipe de direction qui a aidé les acteurs nationaux à rédiger le plan stratégique national de désarmement, de démobilisation et de réintégration, dont il est question au paragraphe 29. Le retard pris au niveau du démarrage du programme est lié aux négociations prolongées qui ont eu lieu entre les commissions de désarmement, de démobilisation et de réintégration du Nord et du Sud au sujet du montant exact des prestations qu'il convenait de verser aux bénéficiaires du programme et des modalités d'exécution du programme (exécution nationale ou directe). Par conséquent, il est inexact de rendre la MINUS seule responsable du retard de lancement du programme.

**Paragraphe 30 (paragraphe 31 du rapport final)**

13. En ce qui concerne l'affirmation selon laquelle les objectifs du plan d'appui de la MINUS au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration étaient « trop ambitieux et irréalistes », nous tenons à souligner que le plan d'appui était basé sur le programme national de désarmement, de démobilisation et de réintégration tel qu'approuvé par les deux commissions de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Ainsi qu'il est mentionné dans le rapport du BSCI, le processus de vérification devait être clarifié, des candidats ne répondant pas aux conditions requises étant admis dans le programme. Pour résoudre le problème, la MINUS a préparé des procédures opérationnelles permanentes de sélection des candidats, qui ont ensuite été approuvées par les commissions de désarmement, de démobilisation et de réintégration et signées en mars 2010.

14. Il n'est nulle part signalé dans le rapport que le fait que les parties n'aient pas communiqué en temps utile de listes des participants au programme a été le principal obstacle au processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration. Le programme a pris du retard principalement à cause des parties, et non parce que la MINUS n'a pas consacré suffisamment de temps à communiquer avec le PNUD.

15. À la reprise du programme, la démobilisation s'est accélérée, l'accent étant mis sur les groupes cibles dont il avait été convenu, à savoir les « autres groupes armés ». Ces groupes comprenaient des personnes vulnérables, notamment des femmes, des personnes âgées et des enfants.

**Paragraphe 31 (paragraphe 32 du rapport final)**

16. Le fossé qui se creuse entre d'une part, la démobilisation et la réinsertion et, de l'autre, la réintégration, est un des grands sujets de préoccupation de la MINUS. C'est un problème sur lequel la MINUS a attiré l'attention dès le début du processus de désarmement, de démobilisation et de réintégration, comme l'indique le rapport du BSCI. Le BSCI est conscient que les opérations de maintien de la paix n'exercent aucun contrôle sur les programmes de réintégration. Nous apprécierions que le BSCI suggère des moyens de résoudre ce problème.

**Paragraphe 32 (paragraphe 33 du rapport final)**

17. Nous reconnaissons que le manque de coopération entre la MINUS et le PNUD au sein du Groupe intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration a eu des répercussions négatives sur l'exécution du programme. Ainsi que le souligne le BSCI, et conformément au mémorandum d'accord, le Chef du Groupe intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration, un membre du personnel de la MINUS, assume la « responsabilité générale de la gestion et de l'exécution du programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration », tandis que son adjoint, qui fait partie du personnel du PNUD, est chargé d'« assister activement le chef », ce qui n'a jamais été réellement appliqué. Il nous semble que l'affirmation selon laquelle le PNUD préférerait une « gestion plus collégiale » appelle des précisions. En réalité, la MINUS était clairement défavorable à la création de structures parallèles, et on comprend difficilement comment le BSCI est parvenu à la conclusion que la MINUS ne s'est pas suffisamment efforcée de résoudre le problème. La MINUS s'est obstinée à respecter les termes du mémorandum d'accord conclu avec le PNUD s'agissant de la conception du

programme et des responsabilités de chacun ainsi que de la composition des effectifs, pendant que le PNUD mettait en place une structure parallèle à la fois pour le Groupe intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration et pour le bureau de pays. Ceci allait à l'encontre du descriptif de projet signé par l'ONU et le Gouvernement d'unité nationale et approuvé par les donateurs. Par ailleurs, la MINUS a insisté pour que le PNUD prenne des mesures correctives à tous les niveaux. Nous souhaitons suggérer qu'il soit procédé à une analyse plus approfondie des problèmes inhérents à la situation, en particulier en ce qui concerne le rôle du Chef. À cet égard, une formulation plus précise de la recommandation n° 2 visant à combler les lacunes dans la supervision du programme serait utile.

18. Nous tenons à assurer le BSCI que la MINUS comme le PNUD ont pris des mesures en vue d'améliorer le programme de désarmement, de démobilisation et de réintégration au Soudan. Une évaluation indépendante du programme a été commandée dont le rapport final, paru le 30 décembre 2010, contient des recommandations pour la conduite des activités futures de désarmement, de démobilisation et de réintégration dans le nord du Soudan et au Sud-Soudan après l'expiration de l'Accord de paix global. Une réunion de haut niveau, à laquelle prendront part des représentants de la MINUS, du PNUD, des commissions nationales et des donateurs, se tiendra le 7 mars 2011; elle sera l'occasion de discuter des prochaines étapes de la période de transition jusqu'à l'expiration de l'Accord de paix global en juillet 2011. En outre, le PNUD procède actuellement à un audit interne du volet « réintégration » du programme de désarmement, de mobilisation et de réintégration, et le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général a entrepris d'élaborer un mémorandum d'accord actualisé concernant le Groupe intégré de désarmement, de mobilisation et de réintégration en vue de relancer l'intégration de l'action du PNUD et de la MINUS en matière de désarmement, de démobilisation et de réintégration.

**Paragraphe 34 (*paragraphe 35 du rapport final*)**

19. La conclusion selon laquelle l'objectif premier de l'Accord de paix global, qui était de renforcer l'intérêt pour l'unité, n'a pas été atteint par la Mission et que les résultats du référendum en attestent est simpliste. Il est évident depuis des années que la majorité des habitants du Sud-Soudan, après avoir souffert de la guerre et de l'exploitation, aspirait à l'indépendance. Le Gouvernement soudanais a peu fait pour promouvoir l'unité en développant au maximum l'infrastructure transfrontalière et les initiatives de développement dans le Sud.

**Paragraphe 35 (*paragraphe 36 du rapport final*)**

20. On ne saisit pas bien comment le BSCI est parvenu à la conclusion que parce qu'elle centrait ses efforts sur le Darfour, la Mission « n'a pas pu s'acquitter efficacement de cet aspect de son mandat ». Il n'est nulle part indiqué dans le rapport de quel volet de son mandat la Mission n'aurait pas pu s'acquitter.

**Paragraphe 36 (*paragraphe 37 du rapport final*)**

21. Se reporter aux commentaires figurant au paragraphe 2 ci-dessus.

**Paragraphe 41 (paragraphe 42 du rapport final)**

22. La MINUS travaille en étroite collaboration avec le Groupe de mise en œuvre de haut niveau de l'Union africaine sur le Soudan, afin d'aider à faciliter les négociations entre les deux parties sur les accords postréférendaires. En particulier, elle fournit des informations et des analyses sur les questions pertinentes et appuie l'organisation de diverses visites du Groupe sur le terrain. Il faut noter en outre que la MINUS fait participer d'autres organisations internationales à ces activités. Par exemple, l'Union africaine a participé activement à un colloque organisé par la Mission en novembre 2009.

**Paragraphe 42 (paragraphe 43 du rapport final)**

23. Nous suggérons que la quatrième phrase du paragraphe 42 soit reformulée pour se lire comme suit : « Entre 2008 et 2010, la MINUS a animé une série de tables rondes de partis politiques auxquelles ont participé [...] ».

**Paragraphe 44 (paragraphe 45 du rapport final)**

24. Nous suggérons que la dernière phrase du paragraphe 44 soit reformulée pour se lire comme suit : « Pour qu'elle puisse jouer son rôle de conseil et d'encadrement, la police de la MINUS occupe les mêmes locaux que le Service de police du Sud-Soudan », afin de mettre en avant le fait que le conseil et l'encadrement sont l'objectif premier de la stratégie de cohabitation.

**Paragraphe 51 (paragraphe 52 du rapport final)**

25. Au paragraphe 51, le BSCI conclut que la MINUS a contribué aux problèmes des unités mixtes intégrées en manquant à mobiliser l'appui des donateurs. Il tire là une conclusion très tranchée qui ne repose au fond sur aucun fait ni aucune analyse. La MINUS rejette cette conclusion et suggère qu'elle soit retirée du rapport, à moins qu'un lien puisse réellement être établi entre le mandat de la Mission et les difficultés rencontrées par les unités mixtes intégrées.

**Paragraphes 55 et 56 (paragraphes 56 et 57 du rapport final)**

26. Sur les questions de sécurité, nous relevons que le rapport ne précise pas si les observations concernaient le Sud ou le Nord. En outre, le rapport n'indique pas si le manque de partage d'informations concernait le Darfour, étant donné que lesdites ONG présentes au Soudan desservent aussi le Darfour, et il fait souvent l'amalgame entre les mandats des deux entités du Département de la sûreté et de la sécurité. En outre, les membres de l'équipe de coordination du dispositif de sécurité de la MINUS sont en grande partie les mêmes que ceux de l'équipe de coordination du dispositif de sécurité de la MINUAD, ce qui entraîne des malentendus supplémentaires. Nous suggérons que les observations formulées aux paragraphes 55 et 56 du rapport soient encore clarifiées.

27. Par ailleurs, le recrutement d'un analyste à la classe P-3 pour le Groupe d'information sur la sécurité a permis d'améliorer la qualité des informations fournies lors des réunions d'information de l'Équipe de coordination du dispositif de sécurité et des ONG. Le Département de la sûreté et de la sécurité organise des séances d'information hebdomadaires à l'intention des ONG et communique des rapports hebdomadaires et mensuels. Il a également invité le groupe de pilotage des

ONG à assister à des visites d'enquête sur le terrain aux côtés des coordonnateurs pour la sécurité diplomatique.

28. Les procédures concernant la mise à disposition d'escortes armées sont définies dans des instructions permanentes émises par la Mission. Le fait qu'aucun membre du personnel de l'ONU n'ait perdu la vie au cours des nombreux voyages entrepris témoigne, jusqu'à un certain point, de l'efficacité des pratiques de sécurité appliquées.

**Paragraphe 60 (*paragraphe 61 du rapport final*)**

29. L'affirmation selon laquelle « la Section des droits de l'homme de la MINUS dispose de 110 postes déployés dans sa zone de responsabilité » est inexacte. Cette information n'a été communiquée ni par la Section des droits de l'homme de la MINUS ni par sa Section des ressources humaines. La Section des droits de l'homme n'a jamais été dotée de 110 postes. Son effectif approuvé est de 112 personnes, dont 25 % de personnel d'appui. En raison de retards dans le processus de recrutement, le nombre de postes effectivement occupés au moment de la visite du BSCI était de 64, dont 22 postes d'agent administratif. Nous suggérons que le paragraphe 60 soit révisé en conséquence.

**Paragraphe 61 (*paragraphe 62 du rapport final*)**

30. La conclusion selon laquelle « les activités de la Section des droits de l'homme se sont essentiellement limitées à des activités de surveillance » est inexacte. En plus de la surveillance, la Section a entrepris des activités de renforcement des capacités, dispensé des services techniques et des services de conseil, et réalisé un travail de coordination. La Section dispose de 14 bureaux sur le terrain, qui tous mènent des programmes de renforcement des capacités aux niveaux national et régional et au niveau de l'État, auprès des institutions, des organisations de la société civile, y compris les organisations féminines, et de la Commission des droits de l'homme du Sud-Soudan. Outre les services de police et les services pénitentiaires, la Section a dispensé des formations aux parlementaires, aux procureurs, à la SPLA et à d'autres forces en uniforme. La MINUS a conduit des programmes de formation et de sensibilisation aux droits politiques et aux libertés durant les élections et elle collabore régulièrement avec l'équipe de pays des Nations Unies à la promotion des droits de l'homme et participe aux activités du groupe interinstitutions chargé de la protection.

31. Au moment de la visite de l'équipe du BSCI, la Section des droits de l'homme avait formé plus d'une centaine de responsables des services de l'État et près de 450 membres de 200 organisations de la société civile du Nord et du Sud en préparation du rapport sur le Soudan au titre de l'Examen périodique universel. Pour appuyer ces programmes de formation, le Haut-Commissariat aux droits de l'homme alloue chaque année des fonds à la MINUS, dont le montant a été en moyenne de 350 000 dollars au cours des quatre dernières années.

32. Outre les activités de renforcement des capacités, la Section des droits de l'homme dispense des services de conseil et des services techniques aux organes de l'État. En particulier, elle appuie la réforme de la législation, aide à la mise en place de la Commission des droits de l'homme dans le Nord et au renforcement de la Commission des droits de l'homme dans le Sud, et dispense des conseils sur la ratification des instruments internationaux.



33. La Section des droits de l'homme assure également un travail de coordination et de chef de file. Deux forums des droits de l'homme ont été mis sur pied, un dans le Nord et l'autre dans le Sud, pour permettre aux organes de l'État, à l'ONU, aux partenaires internationaux et aux acteurs de la société civile d'œuvrer ensemble à la promotion des droits de l'homme. Un forum de la société civile a aussi été mis en place par l'ONU dans le Nord.

34. Nous espérons que le rapport sera modifié pour tenir compte des réalisations de la Section des droits de l'homme dans les secteurs de la formation et du renforcement des capacités, des services techniques et de conseil qu'elle dispense et de son travail de coordination.

**Paragraphe 62 (paragraphe 63 du rapport final)**

35. La conclusion selon laquelle « les informations fournies dans le *Bulletin* sont souvent incomplètes » est inexacte. La MINUS tient à préciser que le *Bulletin des droits de l'homme* n'a pas vocation à signaler toutes les violations des droits de l'homme. Le *Bulletin* présente des cas emblématiques et représentatifs et aucune affaire n'y est relatée sans avoir fait au préalable l'objet d'une enquête approfondie et que les faits aient été établis. De surcroît, le *Bulletin* ne se veut pas un registre exhaustif de tous les incidents qui surviennent au Soudan, et il n'est pas non plus un rapport public. Sa distribution est limitée. Le Groupe de l'établissement des rapports et de l'analyse en matière de droits de l'homme de la MINUS propose les cas à faire figurer dans le *Bulletin* au vu des rapports de suivi qu'établissent les 14 bureaux répartis sur tout le territoire du Soudan. Le Chef de la Section approuve le contenu du *Bulletin* en étroite concertation avec les coordonnateurs régionaux pour le Sud et le Nord. L'équipe dirigeante de la MINUS ne dicte pas le contenu du *Bulletin* et n'a à aucun moment imposé de limite à ce qui peut y être publié. Compte tenu de ces explications, nous suggérons que le paragraphe 62 et la recommandation figurant au paragraphe 88 soient retirés du rapport.

**Paragraphe 63 (paragraphe 64 du rapport final)**

36. L'« information relative à une pétition remise à la MINUS et signée par environ 2 000 personnes, demandant le retrait des forces d'Abyei ainsi que la modification du mandat de la MINUS pour l'autoriser à agir en vertu du Chapitre VII » est une question qui relève de la compétence du Commandant de la Force de la MINUS, de la branche politique de la Mission et de son équipe dirigeante. Elle ne concerne pas les droits de l'homme en tant que domaine thématique d'activité. Le *Bulletin* n'est pas une publication de la MINUS destinée à cataloguer chacun des incidents survenant dans la zone de la Mission. Le *Bulletin* se limite à exposer les violations des droits de l'homme et à relater tous les faits nouveaux importants touchant les droits de l'homme, et il sert cet objectif depuis sa création. Nous suggérons que le paragraphe 63 soit retiré du rapport.

**Paragraphe 64 (paragraphe 65 du rapport final)**

37. L'allégation faisant état d'un incident qui aurait coûté la vie à cinq personnes à Aweil durant les élections est inexacte. Pendant la période électorale, la Section des droits de l'homme n'a confirmé aucune allégation d'incident dans lequel cinq personnes auraient été tuées dans le comté de l'Aweil oriental, dans le Bahr el Ghazal nord. La Section des droits de l'homme a cependant été informée de la mort

de deux personnes, pendant les élections, dans le Bahr el Ghazal nord et de décès dans d'autres États, soit cinq personnes au total. D'autres décès ont été signalés, dont un dans l'Équatoria oriental et deux dans l'Équatoria occidentale, tous au Sud-Soudan. La référence à l'incident mentionné au paragraphe 64 devrait être retirée du rapport.

38. Il semble que l'équipe du BSCI ait mal interprété la finalité et le statut du télégramme chiffré dont il est fait mention au paragraphe 64 du rapport. Les télégrammes chiffrés sont la prérogative du bureau du Représentant spécial du Secrétaire général, et c'est le Représentant spécial qui décide en dernier ressort de leur contenu. Les télégrammes chiffrés sont toutefois uniquement des moyens de communication entre la Mission et le Siège de l'ONU, et ne sont pas des rapports publics. De surcroît, le *Bulletin* lui-même n'est pas un rapport public au sens des décisions du Comité des politiques sur les « rapports publics dans les missions intégrées ». Ainsi, la conclusion selon laquelle l'omission d'incidents relatifs aux droits de l'homme dans les télégrammes chiffrés ou dans le *Bulletin* peut porter préjudice à la réputation de la Mission dans le domaine des droits de l'homme est sans fondement.

39. La Section des droits de l'homme de la MINUS a mis en place une stratégie qui oblige les spécialistes des droits de l'homme sur le terrain à communiquer aux responsables des services de l'État compétents leurs constatations de façon à œuvrer ensemble à résoudre les problèmes avant la diffusion d'un rapport public. Il faut garder à l'esprit que la MINUS n'est pas une ONG, comme Amnesty International ou Human Rights Watch, qui publierait régulièrement des rapports publics sur la situation des droits de l'homme dans les pays mais n'aurait pas de dispositif en place en vue de résoudre les problèmes. Le but primordial de la surveillance des droits de l'homme n'est pas de publier un rapport public, mais d'établir un dialogue avec les autorités afin qu'elles collaborent avec la Mission à l'identification des causes profondes des problèmes constatés et que des mesures soient prises, en modifiant les politiques, en réformant la législation ou en améliorant les capacités, pour s'attaquer aux problèmes et éviter qu'ils se répètent. La MINUS allie donc la surveillance au dialogue et au renforcement des capacités. Ce n'est qu'à l'issue de ce processus que des rapports publics sont publiés. Le fait qu'un incident ne soit pas signalé dans les télégrammes chiffrés ou dans le *Bulletin* ne signifie pas que la Mission n'a pas engagé de dialogue à ce sujet avec les autorités. Nous suggérons que la conclusion de l'équipe du BSCI à ce propos soit retirée du rapport.

#### **Paragraphe 68 (paragraphe 70 du rapport final)**

40. Se reporter aux commentaires formulés aux paragraphes 27 et 28 ci-dessus.

#### **Paragraphes 70 à 75 (paragraphes 71 à 76 du rapport final)**

41. La MINUS souhaite faire référence au rapport du Secrétaire général sur le Soudan en date du 20 octobre 2008 (S/2008/662) et à celui de la mission d'enquête qui s'est rendue à la MINUS du 9 au 12 août 2008. Dans ces rapports, il est clairement établi ce qui suit :

- La Mission a été injustement critiquée pour son intervention;
- Elle n'aurait pas pu faire grand-chose pour mettre fin aux combats une fois que ceux-ci avaient commencé;

- La MINUS a fait ce qu'il fallait en permettant à un groupe important de civils de se réfugier à l'intérieur de son enceinte et en les escortant pour les mettre en sécurité une fois que la situation s'était calmée;
- La majorité de la population d'Abyei avait déjà quitté la ville avant que les combats n'atteignent leur paroxysme.

42. La mission d'enquête a identifié des domaines où des améliorations pourraient être apportées et a recommandé que la Mission revoie son plan de déploiement d'ensemble. La MINUS a donné suite à ces recommandations au niveau de la planification et il en a également été tenu compte dans les recommandations de l'étude des capacités militaires à laquelle il est fait référence dans le rapport du Secrétaire général mentionné plus haut. La MINUS a réalisé une évaluation intégrée et utile des menaces et mis en place une stratégie intégrée de gestion des conflits. Elle a aussi renforcé ses structures de commandement et de contrôle, non seulement dans le secteur IV mais aussi dans d'autres zones de tension potentielles.

**Paragraphe 72 (*paragraphe 73 du rapport final*)**

43. La troisième phrase du paragraphe 72 devrait être reformulée pour se lire comme suit : « Une mission de maintien de la paix ayant pour tâche d'assurer la sécurité de la population civile dans la mesure des moyens dont elle dispose [...] ».

**Paragraphe 74 (*paragraphe 75 du rapport final*)**

44. Nous tenons à confirmer que la stratégie globale de protection des civils a été achevée et qu'elle est en cours de mise en œuvre. Nous suggérons que le paragraphe 74 soit modifié en conséquence.

## **Recommandations**

**Paragraphe 81 (*paragraphe 82 du rapport final*)**

45. Nous suggérons de corriger l'erreur qui s'est glissée dans le nom du Département des opérations de maintien de la paix dans les deux phrases du paragraphe. Par ailleurs, la recommandation ne reconnaît pas que les principaux éléments indispensables à la coopération avec l'équipe de pays des Nations Unies sont déjà en place, et ne dit pas non plus que le Coordonnateur résident des Nations Unies et Coordonnateur de l'action humanitaire au Soudan est aussi le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général.

46. Dans le cadre de la planification et des préparatifs de la mission qui devrait être mise en place pour donner suite aux activités de la MINUS au Sud-Soudan, de nouvelles initiatives, déjà prises par la Mission au moment de l'évaluation du programme, comptent notamment un important travail concerté de recensement des principales parties prenantes au Sud-Soudan, destiné à approfondir et renforcer les liens de coopération existants. Les mesures suivantes ont déjà été prises pour donner suite aux recommandations de l'audit :

- Des réunions élargies de l'équipe de pays des Nations Unies, coprésidées par le Représentant spécial du Secrétaire général et par le Représentant spécial adjoint, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire au

Soudan, sont organisées régulièrement avec la participation de représentants des sections de la MINUS et de l'équipe de pays;

- Des téléconférences sont régulièrement organisées entre la Cellule de mission intégrée et le Siège à New York, avec la participation de représentants des sections organiques de la MINUS et de membres de l'équipe de pays des Nations Unies;
- Lors d'un séminaire conjoint, l'équipe de pays des Nations Unies et la MINUS ont élaboré un plan d'action commun (le bureau d'appui du Coordonnateur résident dirige le groupe de travail E sur le développement des capacités);
- La Division intégrée de l'appui aux référendums et aux élections a été créée, à l'issue d'une analyse des enseignements tirés de l'expérience;
- La MINUS a coprésidé le groupe thématique 1 chargé des résultats prévus dans le plan-cadre des Nations Unies pour l'aide au développement en matière de consolidation de la paix;
- La MINUS et l'équipe de pays des Nations Unies travaillent actuellement à la planification de la période qui suivra l'expiration de l'Accord de paix global pour le Sud-Soudan et ont tenu un séminaire conjoint à Djouba en février avec une pleine coopération entre les conseillers du PNUD à la planification et l'équipe de pays;
- L'équipe de gestion des opérations de l'équipe de pays des Nations Unies sollicite l'aide de la MINUS sur des questions concernant l'équipe de pays et les questions d'intérêt commun;
- Un processus d'intégration a été lancé entre les équipes de la MINUS et du PNUD chargées du désarmement, de la démobilisation et de la réintégration.

**Paragraphe 82 (*paragraphe 84 du rapport final*)**

47. Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général a travaillé en étroite collaboration avec le bureau de pays du PNUD et le Groupe intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration au cours des six derniers mois afin de renforcer l'efficacité et l'efficience du programme de désarmement, démobilisation et réintégration en prenant les mesures suivantes :

- Une évaluation indépendante du programme de désarmement, démobilisation et réintégration a été commandée; son rapport final, publié le 30 décembre 2010, contient des recommandations de mesures à prendre pour améliorer la collaboration entre la MINUS et le PNUD;
- Le Représentant spécial adjoint du Secrétaire général, Coordonnateur résident et Coordonnateur de l'action humanitaire a facilité les discussions entre la MINUS et le PNUD au sujet d'un mémorandum d'accord actualisé sur le Groupe intégré de désarmement, de démobilisation et de réintégration destiné à relancer l'intégration de l'action du PNUD et de la MINUS dans ce domaine;
- Les parties prenantes sont convenues de poursuivre le réajustement du programme de désarmement, démobilisation et réintégration jusqu'en juillet 2011 et des consultations sont en cours en vue de la formulation d'un programme pour l'après Accord de paix global. Sur la base de l'évaluation et des discussions qui ont suivi, un plan d'action détaillé distinct sur les

réajustements de fond est en cours d'élaboration en concertation avec les commissions du Nord et du Sud;

- La MINUS et le PNUD se sont engagés à renforcer leurs systèmes d'établissement de rapports afin de mieux rendre compte à toutes les parties prenantes. L'information sur le budget et les dépenses afférents au désarmement, à la démobilisation et à la réintégration sera communiquée de manière plus transparente aux commissions du Nord et du Sud afin de favoriser la prise en mains nationale et la confiance entre les partenaires. Nos commentaires supplémentaires sur cette recommandation figurent au paragraphe 17 ci-dessus.

**Paragraphe 83 (paragraphe 85 du rapport final)**

48. La recommandation concernant la coopération avec l'Union africaine est trop centrée sur la question de l'information du public, alors qu'en réalité l'essentiel du travail de coopération de la MINUS a consisté à appuyer les négociations conduites par l'Union africaine sur les arrangements post-référendaires, y compris concernant Abyei. La MINUS est d'avis que cette recommandation est superflue et suggère qu'elle soit retirée du rapport.

**Paragraphe 84 (paragraphe 86 du rapport final)**

49. La recommandation formulée au paragraphe 84 devrait être adressée au Département de l'appui aux missions et non au Département des opérations de maintien de la paix. Le Centre régional de services d'Entebbe est configuré de manière à appuyer les missions qu'elle dessert actuellement, dont les représentants composent le comité directeur du Centre. Dans le domaine de la logistique, cet appui se limite au Centre de contrôle intégré des transports et des mouvements, et l'appui aux nouvelles missions dans la région serait fourni uniquement dans les domaines du contrôle des mouvements et des transports. La Base de soutien logistique des Nations Unies (BSLB) est responsable des stocks stratégiques pour déploiement rapide et participe activement à la phase de démarrage des missions. Cependant, la BSLB n'a pas de capacité de planification stratégique pour la logistique, cette fonction étant maintenue au Siège.

**Paragraphe 85 (paragraphe 87 du rapport final)**

50. La recommandation formulée au paragraphe 85 n'est pas claire et spécifique et il sera donc impossible d'assurer un suivi de sa mise en œuvre.

**Paragraphe 86 (paragraphe 88 du rapport final)**

51. Si le projet de recommandation prend note de l'importance d'une stratégie de sortie, il omet les facteurs essentiels suivants :

- Il est fort probable qu'une autre mission succède à la MINUS au Sud-Soudan;
- Aucune décision n'a encore été prise au sujet de la possibilité d'une nouvelle mission dans les trois régions et à Khartoum. Il est à noter qu'un processus important de planification post-MINUS est bien avancé.

**Paragraphe 87 (*paragraphe 90 du rapport final*)**

52. Il est fait référence à nos commentaires figurant au paragraphe 27 ci-dessus. Nous demandons que cette recommandation soit classée.

**Paragraphe 88 (*paragraphe 92 du rapport final*)**

53. Se reporter aux commentaires figurant au paragraphe 35 ci-dessus.

**Paragraphe 89 (*paragraphe 93 du rapport final*)**

54. La MINUS accepte cette recommandation et a déjà entrepris d'élaborer des stratégies pour la phase postréférendaire, y compris la stratégie globale de protection des civils.

55. Nous sommes reconnaissants d'avoir eu la possibilité de formuler des commentaires sur le projet de rapport. Nous nous tenons à votre disposition pour communiquer tout complément d'information qui pourrait être nécessaire.

---